

L'évolution démographique et l'intensification de l'occupation de l'espace Le desserrement spatial et la colonisation agricole

RAPPORTEUR : Jacques Lombard (*Université de Lille*)

Le thème de cette demi-journée porte toujours sur les initiatives paysannes — comme ce fut le cas hier soir — initiatives qui vont se déployer : soit dans des espaces de surpeuplement, dans ces espaces « bondés », dont on pourrait parler en pastichant L. STRAUSS, à propos de ses « Tristes Tropiques », soit dans des espaces « desserrés », c'est-à-dire relativement peu peuplés; espaces qui vont alors se révéler particulièrement propices aux opérations de colonisation agricole.

Comme précédemment, ces initiatives paysannes vont encore impliquer des choix, c'est-à-dire des stratégies, mais moins des stratégies de l'aménagement de l'espace (comme on l'a vu hier pour les cultivateurs-éleveurs Peul du Niger) que des choix, souvent rationnels, de techniques culturales, comme l'attestent les communications de G. ABALU et de SILVA ou celle de J.-L. DONGMO.

Pourtant, la référence à la stratégie spatiale ne sera pas toujours abandonnée, comme le montrera l'article de Ph. LENA sur la colonisation du S.-O. de la Côte-d'Ivoire. L'émigrant allochtone, selon son origine ou son tempérament, occupera l'espace tantôt en cercles concentriques, et en tissu dense, tantôt en formation diffuse et linéaire, ce qui aura pour effet de mettre en valeur des stratégies visant plus ou moins à l'accaparement des terres.

Mais le grand nombre de communications m'impose d'éviter tout compte rendu exhaustif qui nous prendrait trop de temps et qui pourrait lasser votre attention. C'est pourquoi je me bornerai à préciser un ensemble de thèmes que ces communications évoquent, de problèmes qu'elles posent et

de développer les thèmes ou problèmes qui apparaissent en dénominateur commun. Si j'étais trop schématique ou incomplet, les auteurs voudraient bien, je l'espère, m'en excuser, et compléter ou modifier mes propos.

Les choix de stratégies vont donc se présenter sous un double volet : celui des zones de fort peuplement et celui des zones plus « desserrées » : opposition qui apparaît d'elle-même à la lecture de notre programme.

Les zones de fort peuplement font l'objet de trois communications, dont deux sont des études de cas et une de réflexions plus méthodologiques.

L'intervention de G. ABALU et DE SILVA met en valeur la volonté des paysans Hausa du Nigeria du Nord de maintenir un système de cultures associées — système qui avait fait traditionnellement ses preuves — plutôt que d'accepter, comme le suggérait une certaine rationalité étrangère, l'exploitation en mono-culture.

Celle de J.-L. DONGMO insiste de son côté sur les efforts des Bamiléké de l'Ouest-Cameroun pour maintenir avec constance leur production vivrière et lutter contre la « tentation marchande » des cultures spéculatives et apparemment plus rentables, comme le café, introduit et développé par le colonisateur.

Mais, nous reviendrons dans un instant sur ces 2 communications.

La 3^e communication, de J.-M. GASTELLU, porte également sur un pays traditionnellement peuplé, celui des Serer du Sénégal dans l'arrondissement de MBAYAR. Cependant, elle se démarque assez nettement des précédentes par son caractère méthodologique et une réflexion menée à propos de ce « ménage à trois » que connaît toute enquête et qui se compose du chercheur, du traducteur et de l'informateur. Chacun a ses propres intérêts, souvent évidents, surtout lorsqu'il s'agit de définir des droits fonciers et leur caution par la tradition, dans un pays où le chef de terre Serer (jadis, tout puissant distributeur de droits d'usage) a vu diminuer progressivement l'importance de son empire territoriale, mais pas toujours, pour autant, le montant de la redevance foncière exigée du paysan. Toutefois, comme le souligne l'auteur, la loi de 1964 sur le Domaine National devait mettre fin aux droits des maîtres de la terre.

En revanche, les autres communications portent plus généralement sur des études de cas.

Dans le cadre des zones de peuplement, l'article de G. ABALU et DE SILVA mérite d'être évoqué plus largement, ainsi que celui de J.-L. DONGMO.

Les deux premiers auteurs, après avoir montré la double contrainte : géographique, pour ce qui concerne la durée extrêmement brève de la période des cultures et démographique, liée à l'augmentation constante des populations hausa, vont mettre l'accent sur une stratégie d'utilisation de la terre spécifique à ces cultivateurs. Ceux-ci vont rechercher à maintenir, voire développer, un système de cultures associées, en dépit des exportations d'une rationalité étrangère, prônant la monoculture. Ce comportement ancien se manifeste jusqu'à aujourd'hui, puisque les champs à culture unique ne représentent que 17 % de l'ensemble des cultures. Cette logique paysanne qui, ici, semble rejoindre la rationalité tout court, est présentée par les auteurs comme tout à fait efficace, car la culture associée permet d'obtenir un rendement maximum, de même qu'un rendement moyen supérieur à ceux qu'apporterait la monoculture. Jouant sur l'association mil/sorgho (la plus fréquente), mais aussi sur d'autres combinaisons où entrent l'arachide, le coton, ainsi qu'une variété de pois, les tests établis par les auteurs montrent que la culture associée permet aussi de minimiser les risques de mauvaise récolte, de dépréciation des denrées sur le marché, par cette stratégie très sage et paysanne qui consiste « à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ». Elle apparaît enfin, sur le plan nutritionnel, comme la plus adaptée, car elle assure un équilibre des éléments nutritifs, tout au long de la consommation annuelle, et en particulier en période de soudure.

La sagesse paysanne ancestrale rejoint donc, dans cet exemple, la rationalité technique la plus évidente.

C'est aussi la position de J.-L. DONGMO qui, à propos d'un des paysannats les plus élaborés de l'Afrique, celui du pays Bamileke, et l'un aussi qui a eu à faire face à une sévère contrainte démographique (125 hab./km²), montre à l'évidence la rationalité d'une agriculture intensive traditionnelle, utilisant à la fois les champs ouverts, avec pratique de jachère, et le bocage à culture et à fertilisation pérennes. Comme dans le cas précédent — et ce peut être là un thème intéressant du débat — la somme des cultures utilisée est considérable et leur association est également privilégiée. Cette agriculture traditionnelle, bien connue, s'est préservée en réaction à la colonisation et à l'agression d'une économie marchande, orientée vers le café et avide de s'implanter sur les terres les plus riches. Dans l'alternative, qui se pose pour tout développement agricole, entre le vivrier et le marchand, le paysan camerounais semble avoir choisi, là encore, la voie de la sagesse, avec la présence du premier. Il reste — mais c'est une interrogation que je fais mienne — il reste à savoir s'il n'y a pas eu aussi en pays bamileke, en particulier dans les terres de colonisation nouvelle, des comportements tous différents à ceux qui viennent d'être soulignés.

Cette question nous amène à nous intéresser maintenant aux études de cas de colonisation agricole, en particulier à celle de Ph. LENA qui fait référence aux zones relativement vides du Sud-Ouest de la Côte-d'Ivoire, où les initiatives d'occupation du sol ont encore un caractère spontané, et à celle de G. ROCHETEAU qui traite de la colonisation des Mourides sénégalais, laquelle prend une forme directive, avec un encadrement d'organisation étatique ou de coopératives.

On aborde là des cas où l'initiative paysanne répond à une logique qui n'est plus celle de l'autorité et de l'Etat et où, à terme plus ou moins rapproché, se poseront des problèmes fonciers. Car si le propre des stratégies paysannes en terre peuplée — en tout cas pour ce qui concerne les deux premiers articles recensés a été de ne pas mettre l'accent sur les possibilités de différenciation sociale, la caractéristique de toute colonisation de terre, surtout spontanée, est de susciter, avec la dynamique spatiale, une dynamique sociale, souvent inégalitaire. C'est sans doute sur cet aspect qu'insiste l'article de Ph. LENA qui, dans ces terres libres du S.-O. ivoirien, souligne non seulement des stratégies d'occupation du sol, visant à faire d'avance — si je puis dire — « provision de terres », mais suggère aussi l'inéluctabilité de conflits dans une région où la colonisation est multi-ethnique et où autochtones et allochtones risquent de s'opposer, sans parler des conflits possibles entre groupes allochtones différents. En dehors de ces problèmes sociologiques, auxquels se rattachent aussi celui d'un salariat naissant, l'auteur se pose, à juste titre, la question de savoir si ce type d'agriculture largement extensive pourra un jour passer à une agriculture intensive, en l'absence de tout blocage foncier et avec la perpétuation d'une telle course à la forêt.

Ce blocage foncier, sans exister réellement en pays sénégalais, où se poursuit une agriculture extensive et spéculative, s'imposera plus rapidement chez ces Mourides du Sénégal, étudiés par Guy ROCHETEAU. Car, si la colonisation des terres secrète ici encore l'inégalité, et si voisinent petites et grandes exploitations avec une hiérarchie sociale qui est également religieuse et un encadrement confrérique qui favorise le dynamisme agricole, les représentants de l'administration s'efforcent de contrôler l'insertion spatiale des nouveaux arrivants. Dans cet exemple, à la différence de celui de la Côte-d'Ivoire, l'inégalité ne peut se développer entre ethnies différentes, mais au sein d'un même groupe, où déjà la hiérarchie religieuse s'est économiquement imposée et où le nouvel émigrant, cultivateur et disciple d'un marabout, espère bien, à son tour, promouvoir son statut grâce à la maîtrise d'une terre suffisamment vaste et au contrôle d'une main-d'œuvre familiale ou salariée. Colonisation encadrée, celle-ci l'est surtout par le développement de l'équipement en matériel agricole (semoir, houe attelée à traction chevaline) qui a permis d'accroître en quelques années la productivité et la production des cultures tant vivrières que spéculatives, comme l'arachide.

Ce sont des exemples de colonisation plus « douce », plus nuancée et harmonieuse que nous proposent les communications de B. TOUTAIN, d'une part, et de J.-P. HERVOUET et A. PROST de l'autre, encore que cette dernière présente le cas dramatique d'une occupation des terres dont la rançon est l'onchocercose.

La première surtout rappelle les exemples cités plus haut où l'initiative paysanne semble rejoindre la rationalité tout court, dans l'occupation progressive et équilibrée d'une terre à la fois agri-

cole et pastorale. Le Sahel voltaïque présente l'exemple d'une région où ce type d'économie mixte arrive aux limites de sa viabilité et se caractérise, pour la double activité agricole et pastorale, par un système extensif. L'accroissement démographique est tout juste compensé par l'extension des surfaces cultivées, mais depuis la sécheresse surtout, le potentiel pastoral a diminué, à cause, en particulier, de la charge excessive en bétail. Un équilibre harmonieux s'est néanmoins instauré, malgré la perturbation de l'exploitation traditionnelle des parcours, transformés en cultures, notamment les bas-fonds cultivés en sorgho. Les champs, après récolte, sont ouverts aux animaux, lesquels en retour profitent des restitutions fourragères des cultures. Ainsi, l'agriculteur devient un producteur de fourrage et les cultures contribuent à alimenter un bétail, phénomène qui vient compenser la réduction des surfaces de pâture.

Il y a là, finalement, un système qui, bien que correspondant à une colonisation de terres neuves, rappelle toutefois les formes d'exploitation des terroirs peuplés.

Il en va différemment de la colonisation dans les vallées de la Volta, objet de la réflexion de J.-P. HERVOUET et A. PROST et née aussi d'un desserrement de l'occupation de l'espace. Contribution à une véritable géographie de la pathologie, les auteurs s'interrogent sur ces premières migrations des Bissa dès le début du XX^e siècle dans le pays de l'onchocercose et notamment sur la relation des facteurs géographiques et épidémiologiques. Ainsi, la dispersion de l'habitat, comme celle des zones de culture, semblent être facteurs d'aggravation de la maladie, alors que le regroupement des hommes et de l'espace cultivé paraissent abaisser son niveau de gravité.

Après avoir fait l'historique de l'occupation de l'espace dans les vallées des Volta blanche et rouge, occupation entraînant une exploitation extensive et une dégradation de l'environnement de la part des paysans ayant connu autrefois des pratiques culturales intensives sous parc à Acacia Albida, les auteurs soulignent, dans le phénomène de colonisation, une initiative répondant à une logique économique fondée sur une production vivrière élevée avec investissement relativement faible du travail. C'est un type d'insertion de systèmes attestés dans bon nombre d'autres régions et pouvant faire l'objet, là encore, de notre réflexion, si vous le voulez bien. Puis, cette analyse géographique laisse la place de nouveau à la réflexion épidémiologique pour conclure que toute technique d'occupation de l'espace intéressant des densités inférieures à 35 h/km² était condamnée à terme par la maladie.

Enfin, autre et dernière contribution originale, difficilement classable dans notre typologie des espaces denses ou « desserrés », celle de J. SENECHAL sur l'exode rural au Congo et l'urbanisation vertigineuse de ce pays, dans sa capitale comme dans ses centres secondaires. Phénomène de colonisation à rebours, où c'est la terre proche des villes qui devient objet de convoitise de même que celle des nouveaux centres, nés du transport du manganèse, comme Makobono, dans le Niari.

Après avoir constaté l'intensité de l'exode rural, tant dans les environs de la capitale que dans les régions les plus éloignées, ce qui atteste de l'ampleur du problème, l'auteur observe que les cultures de plantation, comme le café, dont la rentabilité pouvait laisser supposer qu'elles dissuaderaient les nouveaux candidats à l'émigration, n'ont pas empêché ce mouvement de se poursuivre.

Les raisons de cette émigration vers les villes, de cette colonisation rurale péri-urbaine sont difficiles à cerner et l'auteur s'interroge sur le rôle joué par les stratégies foncières de la part de ceux ayant, autour des nouveaux centres, des droits d'usage sur des terres, qu'eux ou leurs prédécesseurs devaient jadis négliger.

J'ajouterai, pour ma part, que cette tendance à l'occupation des terres péri-urbaines n'est d'ailleurs pas un phénomène isolé; ce phénomène, dans un autre cadre géographique et pour d'autres raisons, a été constaté dans les villes sub-sahéliennes, à la suite de la sécheresse. Autre objet, peut être, si vous le voulez, de notre réflexion.

Ainsi ces huit articles, par les thèmes traditionnels ou radicalement nouveaux qu'ils évoquent, valorisant la relation démographie-occupation de l'espace, mettent l'accent sur des stratégies et des choix, dont la logique est de nature différente selon les types d'espace, selon les traditions agricoles des populations, permettront, j'en suis sûr, d'aborder quelques-uns de ces problèmes soulignés au cours de ce rapport, que j'aurais voulu plus bref, et de la longueur duquel vous voudrez bien m'excuser.